

**ARCTIQUE :
UNE EXPLORATION STRATÉGIQUE**



Les dynamiques géopolitiques de l'Arctique

L'Arctique, qui englobe le pôle Nord, l'océan glacial Arctique et les territoires situés au nord du cercle polaire (soit le 66^e parallèle), peut paraître lointain et exotique. Toutefois, cette région très peu peuplée suscite de plus en plus d'intérêt. Cela vaut bien sûr pour les pays directement impliqués – États-Unis, Canada, Russie, Norvège et Danemark (à travers le Groenland), riverains de l'océan Arctique, ainsi que pour la Suède, la Finlande et l'Islande dont les territoires s'étendent également au nord du cercle polaire. Mais cela est aussi vrai pour l'Union européenne, l'OTAN et nombre d'autres acteurs de la scène internationale, y compris la Chine¹. Les raisons de cet intérêt accru sont multiples, tout comme les enjeux et les défis auxquels fait face cette zone.

Ceux-ci sont avant tout environnementaux et liés au réchauffement climatique. Ainsi, en novembre 2016, la température au pôle Nord a-t-elle excédé la normale de 20 degrés Celsius². Les implications pour l'écosystème sont considérables – et les conséquences aujourd'hui visibles ne sont que les prémices de ce qui risque de se passer dans les prochaines décennies. Un autre défi concerne le développement économique de la région, peuplée de quelque 13 millions d'habitants, vivant en Islande et sur les îles Féroé ainsi que dans les territoires septentrionaux des sept autres pays arctiques, et de seulement 4 millions d'habitants vivant au nord du cercle polaire proprement dit. Les exportations de matières premières – avant tout de gaz naturel et de pétrole – constituent la filière la plus importante. La région exporte par ailleurs des diamants, du fer, de l'or, du zinc, du bois et du poisson. La chasse traditionnelle, la pêche et l'élevage sont souvent au cœur des activités économiques des différentes populations autochtones.

À cela s'ajoutent enfin des défis d'ordre géopolitique, liés à des revendications territoriales et aux questions d'accès aux ressources naturelles. Cette dernière catégorie suscite de plus en plus l'intérêt des acteurs non arctiques.

1. Voir par exemple un récent rapport du Parlement européen à ce sujet. Parlement européen, «Rapport sur une politique intégrée de l'Union européenne pour l'Arctique» (2016/2228, INI), 8 février 2017, disponible sur : <www.europarl.europa.eu>.

2. P. Le Hir, «En Arctique, la température excède la normale de 20 degrés», *Le Monde*, 24 novembre 2016, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

Les dynamiques géopolitiques de l'Arctique s'inscrivent à la fois dans un contexte régional caractérisé par des revendications territoriales, et dans un contexte global marqué par des tensions accrues entre Russie et Occident. Le changement climatique exacerbe ces tensions, voire en amène d'autres. La fonte des glaces permet en effet l'accès à des ressources naturelles jusque-là non exploitées ou non découvertes, que l'on estime considérables³. 13 % des réserves mondiales de pétrole et 30 % des réserves mondiales en gaz naturel encore non découvertes pourraient se trouver en Arctique⁴.

Selon la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), la souveraineté de chaque État s'étend sur une zone de 200 milles nautiques. La fonte des glaces amplifie donc également les débats sur les revendications territoriales, dans la mesure où elle rend notamment possible des relevés scientifiques plus détaillés pour étayer ces revendications. En lien avec la fonte des glaces se pose aussi la question du passage du Nord-Ouest pour le transport direct de biens entre l'Asie et l'Europe⁵. En plus de réduire le temps de trajet Est-Ouest d'environ un tiers, cette nouvelle route présente un intérêt stratégique et militaire évident. Cet aspect semble d'autant plus important que les tensions internationales tendent à s'aggraver. Comme pendant la guerre froide, cela vaut avant tout pour les États-Unis et la Russie.

L'Arctique ne compte pas de véritable structure de gouvernance régionale susceptible de gérer toutes ces dynamiques. Elle ne constitue pas une région intégrée politiquement, bien que les pays de la zone soient confrontés à des défis communs. En l'absence de traité comparable à ce qui existe pour l'Antarctique autour du pôle Sud, plusieurs entités et régimes jouent leur rôle dans la gouvernance des territoires bordant le pôle Nord. La Stratégie de protection de l'environnement arctique signée en 1991, et la Convention des Nations unies sur le droit de la mer doivent à cet égard être mentionnées.

Le principal cadre institutionnel est aujourd'hui le Conseil de l'Arctique, créé en 1996, qui compte huit États membres ainsi que des représentants des populations autochtones. Cependant, ce Conseil – souvent considéré comme l'exemple type de la bonne coopération entre l'Occident et

3. La Documentation Française, « Richesses de l'Arctique : réalités et contraintes », 2012, disponible sur : <www.ladocumentationfrancaise.fr>.

4. U.S. Energy Information Agency, « Arctic Oil and Natural Gas Resources », 20 janvier 2012, disponible sur : <www.eia.gov>.

5. F. Lasserre, « Arctique : le passage du Nord-Ouest sous tension », *Politique étrangère*, vol. 82, n° 1, 2017, p. 141-153.

la Russie – exclut explicitement les problématiques de sécurité. Il s’occupe principalement de questions environnementales, comme le changement climatique, la lutte contre la pollution, ou encore la protection des ressources naturelles. Les États de l’Arctique coopèrent donc principalement dans des domaines techniques que l’on pourrait qualifier d’apolitiques. L’Union européenne a d’ailleurs demandé le statut d’observateur permanent au Conseil – statut que la France détient depuis l’an 2000 – mais elle se heurte à des blocages dus à l’interdiction, à quelques exceptions près, des produits dérivés du phoque sur le marché européen.

Loin d’être marginal, l’Arctique est en réalité un terrain de coopération et de confrontation entre les grandes puissances, l’Union européenne et l’OTAN. Ce qui se passe dans le Grand Nord n’est pas nécessairement confiné au Grand Nord : les conséquences de la fonte des glaces sont globales, et le risque d’une confrontation militaire qui partirait de l’Arctique pour s’étendre à d’autres régions ne peut être négligé.

Barbara Kunz

Chercheur au Comité d’études des relations
franco-allemandes (Cerfa) de l’Ifri.



politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2017

▶ S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

▶ Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

